



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration préalable de la FSU21 au CDEN du 2 décembre 2020

Monsieur le Préfet, Madame la Directrice académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Comment ne pas revenir sur les rentrées de septembre et de novembre, faites d'annonces médiatiques, d'ordres et de contre ordres ! Madame la DASEN, quel message pensiez-vous adresser aux collègues avec votre mél envoyé lundi 2 novembre à 9H50 alors que ceux et celles-ci étaient déjà dans leur classe depuis plus d'une heure ? Alors que cela faisait déjà 5 jours qu'ils.elles organisaient, désorganisaient et réorganisaient cette reprise, sur leur temps de vacances en fonction du discours du MEN. Nous ne nous étendrons pas sur la situation dans laquelle les équipes se sont trouvées face aux familles : quel sérieux montrons - nous, quelle confiance instaurer avec les parents quand la communication varie sans cesse ? Cela s'appelle du mépris !

Il faut cesser avec cette impréparation permanente de l'école !

Alors qu'il est nécessaire de maintenir les écoles et établissements ouverts tant que les conditions sanitaires le permettent, cela ne doit pas se faire au détriment de la santé des élèves, des personnels et de la société dans son ensemble. Des aménagements doivent être réalisés de manière urgente mais réfléchie, puisque "tout est prêt" comme le dédoublement des groupes classes... or le gouvernement n'a rien anticipé et n'a pas investi dans l'école en recrutant des personnels permettant une baisse des effectifs ou en donnant les moyens aux municipalités d'aménager les locaux (sanitaires et moyens d'aération notamment). Le ministère n'a pas non plus donné de temps aux équipes pédagogiques pour anticiper et se préparer à toutes les hypothèses du plan de continuité pédagogique et de mise en oeuvre du protocole.

Or la réalité du terrain est sans appel. Depuis plusieurs semaines ces personnels sont en nombre insuffisant pour répondre aux besoins qui explosent : enseignant.es « vulnérables », les cas-contacts à isoler et les malades. Dans notre département il est fait appel aux décharges des directrices et directeurs, déjà épuisé.es. Espérons que comme cela a été le cas au printemps dernier, il ne soit pas fait appel à des personnels dont la fonction est autre : RASED, stagiaires....

Ni le recrutement de l'ensemble des candidat.es inscrit.es sur liste complémentaire, ni des possibilités d'allègement des effectifs des classes à l'école primaire permettant distanciation et non brassage ne sont envisagés par le ministère malgré des alertes répétées depuis de nombreuses semaines. Non le plan de continuité pédagogique n'est pas prêt alors que nous sommes dans une période de circulation encore active du virus.

Face à la situation sanitaire, la FSU rappelle ici qu'elle demande le recrutement de personnels enseignants, de surveillance, d'entretien et administratifs afin de réduire le nombre d'élèves dans les groupes classes et de permettre une prise en charge plus aisée des plus jeunes et fragiles dans l'enseignement hybride ou à distance. La FSU demande le recrutement des personnels nécessaires aux remplacements des absent.es y compris les directeur.trices d'école et des décharges de direction.

Et que dire des suites données aux attentats fondamentalistes commis par des islamistes radicaux qui ont coûté la vie à Samuel Paty, la veille des vacances, puis à trois nouvelles personnes à Nice le 29 octobre.

Le but : fracturer la société sur des bases religieuses et leur objectif est presque atteint, lorsqu'une grande partie de la classe politique reprend à son compte des arguments autrefois réservés à l'extrême-droite. La déclaration du Ministre de l'Education nationale sur l'Université qualifiée de « nid d'islamo-gauchiste » ou celle du Ministre de l'intérieur sur une supposée « cuisine communautaire » dans les supermarchés en sont de bons exemples : ces propos intolérables et condamnés par le mouvement syndical ne font que renforcer ces fractures et donnent de l'eau au moulin à cette stratégie de division, objectif des terroristes.

Face à ces déferlements de haine, il est fondamental de rester extrêmement fermes sur les principes. Réaffirmer la liberté d'expression comme pierre angulaire de tout système démocratique et sur laquelle il ne saurait y avoir aucun compromis. Réaffirmer aussi que les intrusions permanentes dans les enseignements sont intolérables : les enseignantes et enseignants sont des professionnels qui exercent un métier difficile encadré par des programmes scolaires nationaux. Réaffirmer enfin que les discriminations sociales, territoriales, religieuses, racistes ou xénophobes sont le terreau de ces idéologies. Que les politiques qui sèment la désespérance, menées par le pouvoir, doivent au plus vite cesser pour faire place à plus de justice sociale et mettre fin aux discriminations que vivent des millions de nos concitoyen-nes. Mais malheureusement ce n'est pas la voie prise par le gouvernement avec la loi de sécurité globale qui s'ajoute à de nombreuses autres. Cette politique sécuritaire est vivement dénoncée par l'ONU, les défenseur.es des droits, la ligue de droits de l'homme... et a rassemblé plus de 500 personnes à Dijon le 24 novembre et des centaines de milliers de citoyen.nes ce samedi partout en France. France, pays des droits de l'Homme ? On préfère mettre des élèves de CM2 en garde à vue durant neuf heures ou viser des enfants de 12 ans par une enquête pénale, plutôt que de leur accorder du temps de parole, de réflexion. Ce qui aurait été possible si l'on avait octroyé aux équipes le temps nécessaire pour se retrouver et mettre en place une pédagogie adaptée.

A cette actualité plus que chargée, s'ajoutent les problèmes liés la formation en constellation, l'épuisement des directeurs-trices pour qui rien ne change si ce n'est l'augmentation de la charge de travail, des annonces de revalorisation salariale dont le gouvernement devrait avoir honte tellement elles sont ridicules, ne concernent qu' une minorité , liée à des contreparties, sous forme de primes et sans loi de programmation.

Bref, des équipes épuisées seulement 3 mois après la rentrée et un ras-le-bol d'une politique éducative impréparée, inadaptée aux besoins et en dehors des réalités du terrain !

Concernant le bilan de la carte scolaire à l'ordre du jour de ce CDEN :

Le constat d'effectif par rapport aux prévisions montre une légère augmentation globale des élèves dans le 1er degré ; ce qui indique le sérieux des collègues directeurs.trices lors de la préparation de leur carte scolaire. (Surtout dans le public !)

Le nombre d'écoles a baissé, et on voit depuis 2017 une volonté de fermer des petites structures. La FSU vous rappelle qu'elle n'est pas favorable à ces regroupements lorsque ça implique des temps de trajets trop importants ou une journée d'école trop longue pour les élèves, notamment les plus jeunes.

Nous pourrions nous réjouir de l'augmentation de classes en élémentaire (24) en pensant que les effectifs sont moins chargés mais au contraire, c'est l'effet des classes dédoublées et de la possibilité donnée aux maires ruraux de s'opposer à une fermeture. Plus de

classes en EP pour les GS, CP et CE1 (107) au détriment des autres cycles sur ce territoire mais également dans toutes les écoles.

Dans le premier degré, aucune création d'ULIS, aucune UPE2A . Tous les élèves notifiés pour une orientation ULIS sont-ils accueillis ? N'y aurait-il plus de liste d'attente ? Les élèves allophones sont-ils eux aussi tous pris en charge avec ces 5 dispositifs et les postes itinérants ?

Quant aux dispositifs - de 3 ans, la FSU constate une baisse de leur nombre de 3 en 4 ans alors que la scolarisation des plus jeunes notamment dans les quartiers les plus défavorisés a tant été plébiscitée. La logique est compliquée à suivre !

Nous avons également été destinataires d'un document sur la généralisation des PIAL. Nous constatons qu'ils sont en majorité inter-degré. Les deux PIAL existants sont modifiés. Quel est l'intérêt pour les élèves, pour les personnels si ce n'est répondre à une injonction ministérielle inadaptée ?

La FSU tient à vous rappeler que cette nouvelle gestion des AESH est loin d'être bienveillante. Ces personnels précaires, pour répondre à l'affichage public de couverture de tous les besoins notifiés par la MDPH, ont souvent à gérer plusieurs élèves et en plus ils devront changer d'établissement. Les élèves moins bien accompagnés et moins longtemps ont souvent des pathologies particulières qui demandent une régularité, un personnel constant et formé. Malgré la volonté de rendre plus autonomes les élèves, ils n'en sont pas tous capables. Comment les AESH pourront-ils.elles participer au travail d'équipe sur plusieurs écoles ou établissements?

La FSU dénonce une non prise en compte de la situation particulière de l'année passée. Des postes auraient dû être abondés pour faire face à 3 mois de travail à distance pour les élèves ! Le gouvernement a su le faire quand il a permis à des maires de communes rurales de ne pas fermer de classes quand ils n'en étaient pas d'accord !

Mais non ! Bien qu'on nous martèle à tous les niveaux que tout est prêt, les professionnels dans les écoles ne sont pas d'accord : des classes trop chargées, notamment en maternelle, en cycle 3 et dans le second degré, le manque de RASED tant nécessaire habituellement mais encore plus cette année, les PDM qui eux aussi auraient permis cette année d'être au plus près des besoins des élèves tout comme des remplaçant.es en nombre suffisant, aucune adaptation des programmes mais des évaluations !

Décidément l'Ecole de la confiance n'existe que dans les propos de Mr Blanquer et sous forme de logo. Non décidément, l'Education nationale n'est pas choyée.

Dès 2017 le ministre de l'éducation nationale s'est lancé dans son grand projet de façonner l'éducation nationale à son idée, aggravant ainsi les inégalités scolaires. Il empile les réformes vécues comme autant de renoncements aux missions premières de l'école. Il fait fi de l'expertise professionnelle des enseignant-es. Les voix critiques sont étouffées. Pour faire taire ses contradicteurs, il va jusqu'à créer un syndicat lycéen. Le discrédit est total.

Face à ce discrédit fort dans l'ensemble de la communauté éducative, la FSU interroge publiquement la crédibilité du ministre actuel à continuer d'être l'interlocuteur des personnels et à conduire une autre politique éducative.